DES ARMES POUR L'IRAN

WALTER DE BOCK
JEAN-CHARLES DENIAU

au Vif du Sujet GALLIMARD

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

En quoi un armurier place-t-il donc sa foi? Dans la livraison d'armes à tous les hommes qui offrent un prix honnête, sans respect des personnes ou des principes : à l'aristocrate et au républicain, au Nihiliste et au Tsar, au Capitaliste et au Socialiste, au Protestant et au Catholique, au voleur et au policier, à l'homme noir, à l'homme blanc et à l'homme jaune, à toutes les catégories et classes, toutes les nationalités, toutes les croyances, toutes les folies, toutes les causes et tous les crimes.

Bernard Shaw
(*Major Barbara*, 1905)

Extrait de la publication

Extrait de la publication

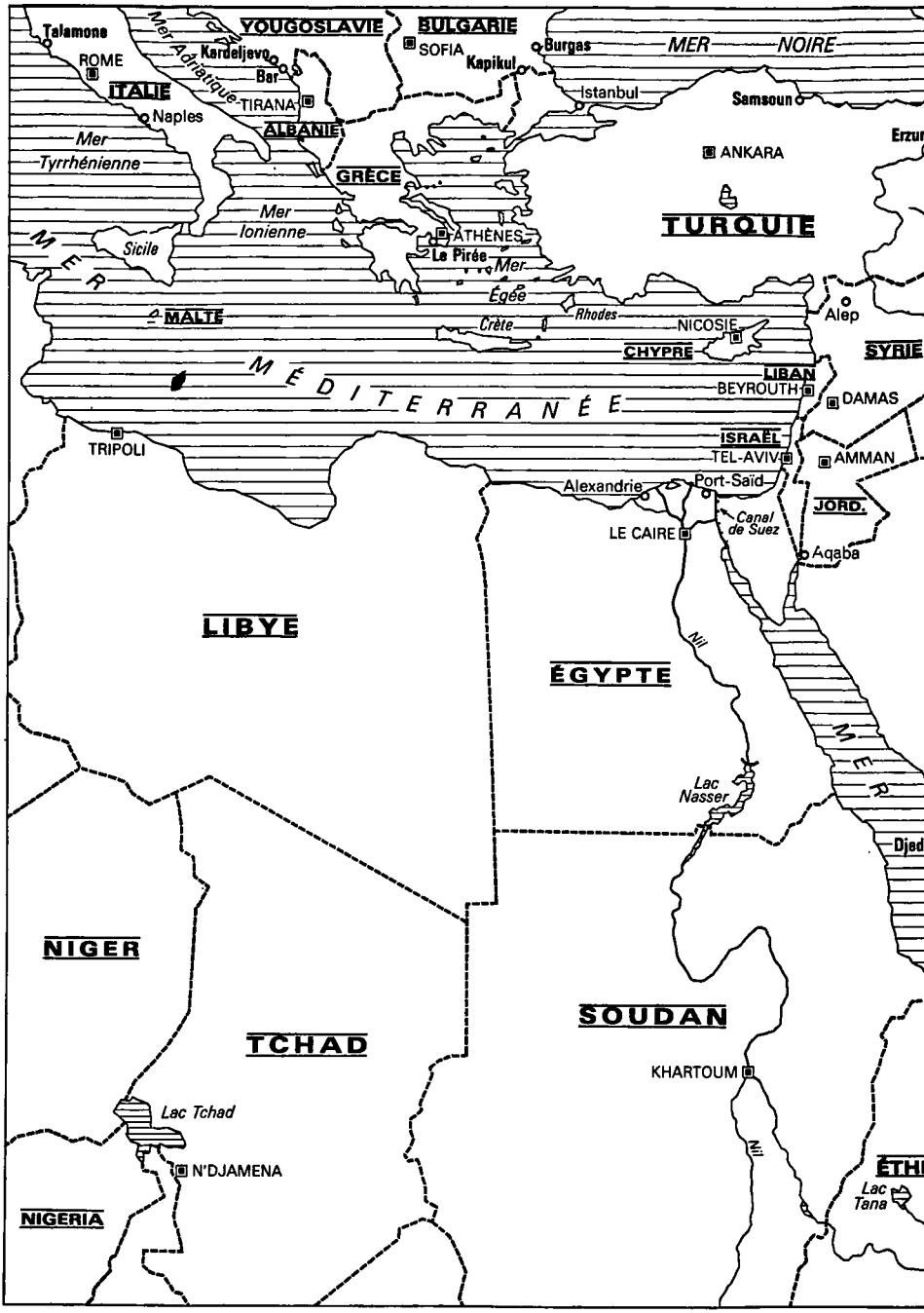
REMERCIEMENTS

Ce livre n'aurait pas vu le jour sans l'aide précieuse que nous a apportée Bo Andersson, du quotidien *Dagens Nyheter* de Stockholm. Qu'il soit spécialement remercié. Notre gratitude va aussi à des journalistes qui, dans divers pays, se sont intéressés à l'Irangate européen et nous ont fait partager leur savoir : Jean-Paul Collette (*Le Soir*, Bruxelles), Pascal Gateaud (*Le Berry Républicain*, Bourges), Peter Hounam, (*The Sunday Times*, Londres), Jürgen Roth (journaliste indépendant, Francfort) et Joaquim Vieira (*Expresso*, Lisbonne).

Trois députés belges, membres de la commission parlementaire de ce pays chargée d'enquêter sur le trafic d'armes avec l'Iran, nous ont apporté leur concours, Nelly Maes, Johan Van Hecke et Louis Van Velthoven. Qu'ils en soient remerciés, en particulier Louis Van Velthoven qui est à l'origine de cette commission.

Enfin, la gestation de ce livre doit beaucoup à Anne-Lise Signoret (*Radio-France*, Paris) qui nous a aidé à réunir la documentation. Qu'elle soit assurée de notre gratitude ainsi que Kaat Van Overwalle (*De Morgen*, Gand), la traductrice à laquelle nous avions confié les textes en suédois cités entre guillemets dans les pages qui suivent.

Extrait de la publication



DESTINATION L'IRAN :

Extrait de la publication

LES ÉTAPES DU TRAFIC

Extrait de la publication

INTRODUCTION

Voyage en hypocrisie

Durant sept ans, l'Europe a armé l'Iran pour la guerre qui l'oppose à son voisin, l'Irak, depuis qu'en septembre 1980, ce dernier a ouvert les hostilités. Une Europe sans frontières, sans barrières linguistiques, sans rivalités économiques, sans égoïsmes nationaux : celle des marchands de canons. Un marché commun des producteurs de munitions, d'explosifs et d'armes qui, se croyant au-dessus des lois, ne craint pas l'illégalité : pour vendre à l'Iran, il fallait oser contourner l'embargo officiellement imposé depuis 1979 dans chaque pays européen, à l'exception du Portugal qui l'a levé de fait en 1983.

Naïvement, les opinions publiques européennes ont suivi le feuilleton d'un Irangate d'outre-Atlantique alors qu'elles, en avaient un à portée de main. Un an de scandale, de divulgations dans la presse, d'enquêtes du Congrès, de démissions et d'aveux ont secoué les États-Unis depuis la révélation de l'*Iran-Contra Affair*, le 4 novembre 1986, par un journal libanais *Al Shiraa*. Malgré l'embargo institué par le président Carter, en novembre 1979, durant la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, les hommes du président Ronald Reagan avaient organisé la vente d'armements à l'Iran et financé, grâce à son produit, la Contra nicaragayenne.

Enfin l'Europe pouvait-elle se gausser de ce père-Fouettard du monde libre qui la rappelait sans cesse au devoir commun, à la fermeté face au terrorisme, à la rigueur contre

le régime des ayatollahs, et qui, par-derrière, armait de missiles sophistiqués cet ennemi public de l'Occident! La paille et la poutre : l'Europe doit savoir désormais qu'elle était logée à semblable enseigne, que ses divers pays ont fourni aux deux armées, à l'Irak mais aussi et surtout à l'Iran, tout ce que nécessite une guerre sans merci, des rangers aux radars jusqu'aux usines de munitions clés en main. Au moins, l'Amérique sait-elle, ayant pratiquement tout appris, d'auditions publiques en révélations journalistiques, sur la duplicité de ses dirigeants. Sur le vieux continent, cette enquête restait à faire.

Voici donc l'Irangate européen. De ce trafic à l'échelle d'un continent, concernant aussi bien la Belgique, la Suède, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, la France, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, la Turquie, la Grande-Bretagne et même la Suisse, ce livre, fruit d'une enquête de près d'un an, apporte les preuves. Ce faisant, il convie le lecteur à un voyage en hypocrisie.

Officiellement, de Paris à Stockholm, de Lisbonne à Bruxelles, de Rome à Bonn, l'Europe souhaite la paix entre l'Iran et l'Irak. De tous les pays qui la composent, seule la France est liée à l'un des belligérants, l'Irak, par de profondes alliances diplomatiques et d'anciennes relations commerciales, ce qui lui vaudra d'être traitée en « petit Satan » par Téhéran. Il n'empêche : la France, comme les autres pays occidentaux, veut officiellement la paix. Tous les gouvernements concernés approuveront donc sans réserve les efforts en ce sens des Nations unies, inlassablement répétés depuis la première proposition de cessez-le-feu du Conseil de sécurité, le 28 septembre 1980.

Hélas, l'Iran fera la sourde oreille, refusant, une à une, les résolutions de l'ONU. On désignera donc à la vindicte des opinions occidentales cette révolution islamique, rien moins que sympathique, on s'inquiétera de son exportation dans le monde musulman, on traquera les ramifications libanaises de son internationale terroriste, on dépêchera une armada pour assurer la sécurité du Golfe, lieu de passage obligé des approvisionnements pétroliers...

Or, dans le même temps, des entreprises européennes

Extrait de la publication

armaient l'Iran, contribuant à prolonger cette guerre interminable, guerre de position et guerre de tranchées où ni l'Iran ni l'Irak n'arrivent à prendre un avantage décisif. Des marchands européens s'enrichissaient grâce à l'effort de guerre iranien dans un conflit dont le coût global était estimé en 1987 à 400 milliards de dollars, chacun des deux belligérants ayant consacré en 1986 environ 10 milliards de dollars à son armement. Et la guerre laissait derrière elle plus d'un million de morts et autant de blessés...

Évidemment, les vies humaines ne rentrent pas dans les statistiques des industries d'armement. Dans ce secteur très particulier, la guerre, quelle qu'elle soit, a toujours été une bonne affaire. Et celle qui oppose l'Iran à l'Irak fut accueillie comme une aubaine. Comme une occasion pour se refaire. Notamment par les entreprises produisant des armements conventionnels en perte de compétitivité. Car le marché mondial des ventes d'armements, après avoir été florissant dans les années 70, est entré dans une période de forte dépression. L'Europe est la première touchée, qui ne dispose pas, comme les États-Unis et l'Union soviétique, de vastes marchés intérieurs, liés à la course aux armements, et de marchés captifs, constitués par les pays alliés. Aussi les industries européennes, dont la production est largement excédentaire, sont-elles très dépendantes de leurs exportations et, donc, fortement vulnérables.

Comment, dans ce contexte, les entreprises concernées n'auraient-elles pas cédé à la tentation? Tant que les opinions publiques européennes s'accommoderont de productions d'obus et de canons démesurées par rapport à ce qu'exige la défense de leurs pays, cette pure logique marchande l'emportera. Traditionnellement armé par l'URSS et par la France, l'Irak n'est pas solvable : son endettement atteignait, en 1987, 70 milliards de dollars. En revanche, l'Iran paye rubis sur l'ongle, au prix fort parfois, puisqu'il lui faut s'armer malgré son isolement diplomatique. On ne résiste pas à un client si bien disposé.

Face à ce trafic, les gouvernements européens se sont longtemps comportés comme les trois petits singes : ils ne voyaient rien, n'entendaient rien, ne disaient rien. Leur

Extrait de la publication

main droite ignorait ce que faisait leur main gauche. Car les marchands ont besoin des politiques : le commerce des armes ne s'épanouit pas sans complicités, silences tacites ou coopérations actives, des États. Les entreprises européennes concernées sont souvent, peu ou prou, liées aux États qui les accueillent : tout simplement parce qu'elles fournissent leurs armées, emploient leurs généraux et leurs ingénieurs dans des retraites actives et lucratives, ne peuvent exporter des matériels de guerre sans l'aval des administrations, et savent, aussi, offrir de juteuses commissions à ceux qui les aident. État dans l'État, le complexe militaro-industriel a sa politique des affaires qui, souvent, rejoint les affaires de la politique.

Au cours de cette année d'enquête, nous avons recueilli plus de sept mille documents, qui vont de contrats conclus avec les Iraniens à des correspondances entre intermédiaires commerciaux en passant par des documents douaniers de bateaux et par les chèques d'acompte des contractants. Nous avons rencontré des marchands d'armes de tous calibres, à Paris, Rome, Stockholm, Istambul, Londres et Genève : des marchands à la petite semaine, qui proposent cinq cents gilets pare-balles et dix caisses de grenades, aux commerçants internationaux, qui reçoivent dans une suite d'hôtel de luxe entourés de gardes du corps. Nous ne les avons pas crus sur parole, recoupant leurs informations auprès de membres des administrations douanières, portuaires ou fiscales.

Ce que nous avons appris à cette occasion va bien au-delà du cas iranien. Car cette enquête est aussi un guide dans un univers de l'ombre, où la discrétion est d'ordinaire reine. Les ventes d'armes à l'Iran sont un révélateur. Leur illégalité a suscité des enquêtes officielles, certes encore insuffisantes mais qui lèvent un coin d'un voile hier intouchable. Ainsi sont révélés des habitudes, des pratiques commerciales, des mécanismes traditionnels, presque atemporels, des alliances et des filières que n'importe quelle autre guerre classique susciterait. Réalisées souvent par des entreprises qui, dans le même mouvement, armaient l'Irak, les ventes illégales à l'Iran sont une leçon de choses. Elles nous obligent à

Extrait de la publication

affronter une vérité dérangeante : apparemment pacifiques, nos démocraties abritent un marché de la mort qui n'a d'autre idéologie que le commerce, à tout prix.

Belle occasion pour un examen de conscience. Troisième producteur mondial, employant 290 000 personnes dans des industries d'armements dont dépendent au total 400 000 emplois, la France, hélas, ne s'y est toujours pas résolue. Aux États-Unis, l'Irangate a suscité quatre enquêtes : FBI, commission Tower (Maison Blanche), commission Walsh (comité de juristes), et commission du Congrès. En Suède, les douanes ont saisi des milliers de documents, rendu un volumineux rapport et provoqué l'ouverture d'une information judiciaire. En Belgique, une commission d'enquête parlementaire a travaillé durant trois mois en 1987, auditionnant des dizaines de responsables et de témoins dont l'un des auteurs de ce livre.

En France, les querelles politiciennes l'emportent. Les ventes d'armes à l'Iran sont devenues un enjeu électoral, prétexte à déballage plutôt que recherche de vérités. Certes, une information judiciaire était en cours, lors de la parution de ce livre, sur l'affaire Luchaire d'avant mars 1986, mais le sort d'autres dossiers délicats, dans le passé, incite à la prudence. En fait, jusqu'en décembre 1987, aucune investigation sérieuse, exhaustive et publique, n'a été menée, hormis le rapport du contrôleur général des armées Barba de juin 1986, rapport partial et partiel que seule la presse a d'ailleurs rendu public. Heureuse de pouvoir enfin accabler la gauche sur le terrain de la morale, la majorité de droite préférerait en rester là et ignorer tous les indices démontrant, sinon prouvant, que le trafic a continué sous son gouvernement.

Extrait de la publication

CHAPITRE I

Guerre totale

Le 19 février 1980, lorsque l'ayatollah Rouollah Khomeyni nomme chef suprême des armées le président de la République, Abol Hassan Bani Sadr, celui-ci doit faire face aux convulsions qui agitent alors la troupe. Entre le nouveau régime et les militaires, le courant ne passe pas. Mal aimée, culpabilisée par le rôle qu'elle a joué sous le chah, l'armée suscite plus que de la méfiance chez les nouveaux dirigeants révolutionnaires qui ont multiplié les purges et suscité, en retour, les rancœurs et les frustrations des militaires. L'aviation, fer de lance de l'ancien régime avec la marine, est épurée systématiquement. Le fait qu'elle ne soit pas intervenue lors de la répression des émeutes qui ont précédé la chute du chah ne change rien à l'affaire.

En juillet 1980, les aviateurs représentent les trois quarts des mille personnes arrêtées. Deux cents d'entre eux seront d'ailleurs exécutés. L'ayatollah Khalkhali, l'accusateur public, n'a-t-il pas affirmé que 7 500 officiers et sous-officiers devaient être rayés des cadres. L'armée est tiraillée entre deux tendances : les représentants de l'une manifestent dans les rues en réclamant l'élimination de leurs chefs. C'est le cas des cinq mille techniciens et parachutistes de l'armée de l'air qui défilent en février 1980 devant l'hôpital où séjourne Khomeyni pour exiger, en plus de la révocation des officiers monarchistes, la création de conseils des forces armées islamiques. Les autres, toujours aviateurs, occupent pacifiquement la mosquée de l'université de Téhéran pour exiger

la libération et la réintégration d'officiers supérieurs limogés. En proie à ces luttes intestines, l'armée s'affaiblit chaque jour davantage : Le *Military Balance*, l'annuaire britannique qui fait autorité dans sa spécialité, estime qu'en 1979-1980, 60 % des militaires ont déserté. Dans l'armée de terre, le taux a atteint 80 % pour certaines unités.

A la veille du conflit qui va l'opposer à l'Irak, l'armée iranienne est désorganisée et mise à l'écart par le régime qui a préféré s'appuyer sur les comités révolutionnaires et les Pasdarans (gardiens de la révolution) créant en quelque sorte une armée parallèle avec sa direction autonome et son équipement propre. Cette défiance à l'égard de l'armée régulière décevra les soldats qui se sont mobilisés en faveur de la Révolution. Ils ont joué un rôle déterminant dans la chute du chah et n'ont pas été payés en retour puisque leur participation à une armée populaire, qu'ils appelaient de leurs vœux, n'a pas été admise. Khomeyni a toujours refusé l'instauration de conseils de soldats dans les unités. Déçue, refusant la répression féroce du régime, l'armée, pour des raisons historiques, culturelles et idéologiques, peut difficilement s'entendre avec le régime des mollahs. Elle va donc devoir faire face à l'attaque irakienne dans les pires conditions psychologiques et aussi matérielles.

Il n'y a pas si longtemps pourtant, l'armée du chah était présentée à juste titre comme la cinquième armée du monde. Priorité des priorités, le régime monarchiste consacrait à la défense la meilleure part des ressources du pétrole. Dans les années 1975, elle absorbait près de 50 % des exportations militaires américaines parmi les plus sophistiquées. Les dépenses militaires engloutissaient 17 % du produit national brut. Au cours des années 70, l'armée du chah a pris un essor considérable. Elle est passée de 91 000 hommes en 1972 à 413 000 en 1978. Alors que les effectifs terrestres ne faisaient que doubler, ceux de l'aviation étaient multipliés par cinq, (22 000 en 1969, 100 000 en 1975).

La modernisation de l'aviation s'est faite très rapidement. Les énormes contrats passés avec les États-Unis ont permis, à la veille de la Révolution, la constitution de vingt-deux escadrons dotés chacun d'une vingtaine d'appareils et de la

Extrait de la publication

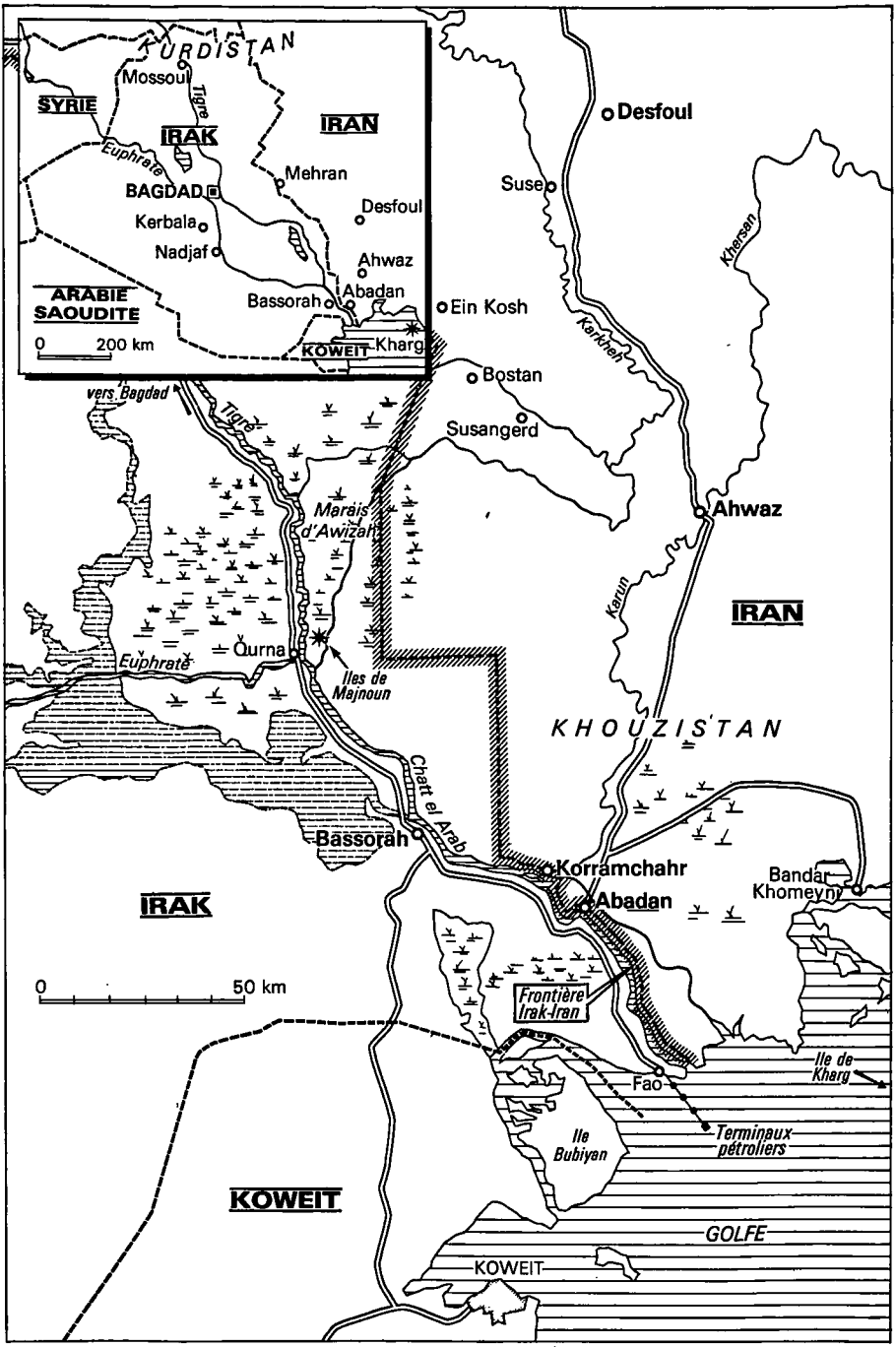
maintenance correspondante. Les dix escadrons de la défense aérienne comprennent quatre-vingts F-4 A Tomcat (américains) dotés de missiles Phoenix, ainsi que deux cent cinquante-cinq F-4 D et F-4 E armés de missiles Sparrow et Sidewinder. De plus, vingt-huit F-5 F et cent quarante et un F-5 E ont été achetés aux Américains pour équiper les six escadrons du commandement aérien tactique. Quant à la marine, elle comprend trois destroyers, quatre frégates de construction britannique, quatre autres d'origine américaine et douze patrouilleurs fabriqués à Cherbourg et dotés de missiles mer-mer américains Harpoon. L'ensemble est complété par une trentaine d'Hovercrafts pour les opérations amphibies.

A l'assaut

Après des menaces de part et d'autre et une série d'incidents, l'Irakien Saddam Hussein abroge les accords d'Alger de 1975, qui ont matérialisé la frontière entre les deux États au milieu des eaux du fleuve Chatt el Arab. Ce fleuve, réunion du Tigre et de l'Euphrate, n'est pas une voie de navigation ordinaire : pour l'Irak, qui dispose sur le Golfe d'une façade maritime de moins de cinquante kilomètres, c'est l'unique débouché sur le large. Le Chatt el Arab est vital, lui aussi, pour Téhéran. Il faut l'emprunter pour atteindre Khorramchahr, un des plus grands ports iraniens (carte page 22).

Saddam Hussein décide donc unilatéralement d'établir sa souveraineté sur le fleuve frontalier. Il décide que les navires l'empruntant devront hisser le drapeau irakien et payer une taxe fixée par Bagdad. Téhéran réplique en attaquant le poste irakien de Bavirak, entre Abadan et Khorramchahr, et en bombardant plusieurs puits de pétrole. La tension entre les deux pays est à son paroxysme lorsque, le 23 septembre à l'aube, Saddam Hussein lance ses troupes à l'assaut des positions iraniennes. En quelques heures, les blindés s'enfoncent de dix kilomètres en territoire ennemi. Dans le même temps, l'aviation lance une série de raids sur

Extrait de la publication



MOURIR POUR LE CHATT EL ARAB

Extrait de la publication

WALTER DE BOCK
JEAN-CHARLES DENIAU

DES ARMES POUR L'IRAN

Depuis sept ans, l'Europe arme l'Iran pour la guerre qui l'oppose à l'Irak. C'est ce que démontrent, preuves à l'appui, Walter De Bock et Jean-Charles Deniau en dévoilant, pour la première fois dans toute son ampleur, l'Irangate européen. Leur enquête raconte comment des entreprises européennes, belges ou suédoises, françaises ou portugaises, grecques ou suisses, ont vendu en sous-main des armements au régime de Khomeyni, malgré les embargos officiels.

Durant près d'un an d'enquête, ils ont recueilli plus de sept mille documents, rencontré des marchands d'armes de tous calibres à Paris, Stockholm, Istanbul, Londres et Genève, interrogé des douaniers, des marins et des agents du fisc. En toile de fond de ce roman noir d'un gigantesque trafic d'armes : des gouvernements qui ferment le plus souvent les yeux, des diplomates qui élaborent vainement des appels au cessez-le-feu et... plus d'un million de morts.

Walter De Bock est journaliste au *De Morgen* en Belgique.
Jean-Charles Deniau est journaliste à FR3.

GALLIMARD

Photo © Eslami Rad - Gamma

9 782070 712595 88-II A 71259 ISBN 2-07-071259-1 95 FF tc

Extrait de la publication